

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5991>



**La « seule démocratie du
Moyen Orient » ne veut pas de
visite des parlementaires et
élus locaux français !**

UJFP

UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

Date de mise en ligne : mercredi 15 novembre 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

L'État d'Israël a prévenu qu'elles et ils seraient refoulé-e-s à l'aéroport de Tel-Aviv quand ils et elles s'y présenteraient le 18 novembre. Leur délégation composée d'élus-e-s issus d'EELV, du Parti communiste et de la France insoumise veut « alerter sur la situation des près de 6000 prisonniers politiques palestiniens », en rencontrant Marwan BARGHOUTI, le « Mandela palestinien » condamné à perpétuité, et un de nos compatriotes, l'avocat Salah HAMOURI, en détention administrative depuis le 23 août 2017. Tous deux sont « évidemment » des « terroristes » passés, présents ou à venir, et Israël ne veut pas de témoins critiques de sa politique de dépossession et de répression coloniale contre le peuple palestinien.

Ainsi, comme Juifs et Juives, l'État sioniste prétendant agir en notre nom nous fait honte en contribuant aussi à générer le climat délétère actuel d'islamophobie et d'antisémitisme. Climat soigneusement et continuellement entretenu par « nos » élites, des médias "néocons" [1] aux pseudo-philosophes racistes.

De plus, six de ces élus aggravent leur cas en ayant exprimé des opinions favorables au BDS ou à certaines formes de boycott et sont donc particulièrement indésirables.

Les élus de la République doivent pouvoir témoigner de leur solidarité car la Liberté, l'Égalité et la Fraternité ne connaissent pas de frontières. Le Président de la République, le Gouvernement, ne peuvent pas ne pas intervenir lorsque ces valeurs républicaines sont bafouées.

Le Bureau national de l'UJFP, le 15 novembre 2017

[1] voir <https://anticons.wordpress.com/carte-des-neocons/>